

Governance and armed conflicts in the commune of Bourem. Analysis of resilience aspects through the FRAME assessment tool

¹ Dr. Drahmane El hadji TOURE, ² Dr. Ahmadou MAIGA, ³ Dr. Oumarou TOGOLA

Université des Lettres et Sciences Humaines de (ULSH) Bamako
Département de Psychologie/Email : aibaaiba2011@gmail.com
Université des Lettres et Sciences Humaines de (ULSH) Bamako
Département de Psychologie /Email : maigahmadou@yahoo.fr
Université des Lettres et Sciences Humaines de (ULSH) Bamako
Département de Psychologie /Email : oumaroutogola@yahoo.fr

Abstract: *The Malian crisis is regularly interpreted in a binary way: a fight against Sahelian terrorism and the challenge of building the state capacities necessary to counter this threat and to manage the resulting instability. There is little doubt that the 2012 crisis was primarily a crisis of state legitimacy because poor governance and social injustice reached their climax in northern Mali. Consequently, non-state armed groups become actors of local governance and take part in a violent competition between various forms of governance on the territories they control. The chronic inability of the Malian State to ensure its presence and its authority in the northern regions of the country to bring the populations to find their endogenous solutions in the face of jihadist groups which impose themselves as actors of local governance. The objective of this study is to identify the factors of fragility and resilience of the population of Bourem through the FRAME tool. FRAME, called (Fragility-Resilience Assessment Methodology) is an assessment tool to analyze the resilience of a local governance system. The assessment highlights strengths, aspects of resilience and areas that can be strengthened. It also makes it possible to design strategies to better carry out activities that meet the needs of the community, and to strengthen the inclusiveness and social cohesion of the community to make it more resilient. It has the following eight (8) dimensions: (leadership, administrative management, fiscal management, delivery of public services, civic participation, security environment, justice and the rule of law and economic foundations). In addition to the dimensions, there are also seven (7) factors which are: inclusion, decentralization, social cohesion, performance, civic infrastructure, confidence, legitimacy of the system. Based on the surveys conducted and the qualitative analysis of the data, civic participation, delivery of public services, tax management, administrative management and leadership are the factors most contributing to the resilience of this municipality. On the other hand, justice and the rule of law, the security environment, and the economic foundations are the factors that contribute to weakening the local governance system of the commune of Bourem.*

Keywords: Governance, armed conflicts, resilience, FRAME

Gouvernance et conflits armés dans la commune de Bourem. Analyse des aspects de résilience à travers l'outil d'évaluation FRAME

Résumé

La crise malienne est régulièrement interprétée de manière binaire: une lutte contre le terrorisme sahélien et le défi de construire les capacités étatiques nécessaires à contrer cette menace et, à gérer l'instabilité qui en découle. Il fait peu de doute que la crise de 2012 est d'abord une crise de légitimité de l'État parce que, la mauvaise gouvernance et l'injustice sociale ont atteint leur paroxysme dans le nord du Mali. Dès lors, des groupes armés non étatiques deviennent des acteurs de la gouvernance locale et prennent part à une compétition violente entre diverses formes de gouvernance sur les territoires qu'ils contrôlent. L'incapacité chronique de l'Etat malien à assurer sa présence et son autorité dans les Régions du nord du pays à amener les populations à trouver ses solutions endogènes face à des groupes djihadistes qui s'imposent comme des acteurs de la gouvernance locale. L'objectif de cette étude est de d'identifier les facteurs de fragilité, et de résilience de la population de Bourem à travers l'outil FRAME. FRAME, dénommé (Fragility-Resilience Assesement Methodology) est un outil d'évaluation pour analyser la résilience d'un système de gouvernance locale. L'évaluation met en lumière les points forts, les aspects de résilience et les domaines qui peuvent être renforcés. Elle permet aussi de concevoir des stratégies pour mieux mener des activités qui répondent aux besoins de la communauté, et de renforcer l'inclusivité, la cohésion sociale de la communauté pour la rendre plus résiliente. Il comporte huit (8) dimensions suivantes : (le leadership, la gestion administrative, la gestion fiscale, la livraison des services publics, la participation civique, l'environnement sécuritaire, la justice et la règle de droit et les fondements économiques). En plus des dimensions, il y a aussi sept (7) facteurs qui sont : inclusion, décentralisation, cohésion sociale, performance, infrastructure civique, confiance, légitimité du système. Sur la base des enquêtes menées et l'analyse qualitative des données, la participation civique, la livraison des services publics, la gestion Fiscale, la gestion administrative et le leadership sont les facteurs les plus contribuant à la résilience de cette commune. En

revanche, la justice et la règle de droit, l'environnement sécuritaire, les fondements économiques sont les facteurs qui contribuent à fragiliser le système de gouvernance local de la commune de Bourem.

Mots clés : Gouvernance, conflits armés, résilience, FRAME

1. INTRODUCTION

Les pays sahéliens sont traversés depuis quelques années par des violences de tout genre. La prolifération d'armes légères et de petit calibre, de trafics de motos, de vol et enlèvement de bétail, de trafic de drogue sont autant de facteurs d'aggravation et de menace réelle de la paix sociale au Sahel. Au cours de ces dernières décennies, une diversité de groupes violents (idéologiques, d'auto-défense ou opportunistes) entretient une insécurité ambiante dans différentes régions du Mali. Longtemps considéré comme un pays d'accueil et d'hospitalité légendaire, le Mali est aujourd'hui traversé par des situations conflictuelles très fluctuantes et complexes tant dans les régions du Centre (Ségou et Mopti) que celles du Nord (Gao, Bourem Ménaka, Taoudénit, Tombouctou, Kidal). Ces différentes zones en conflit étaient un espace de cohésion et de brassage entre les différentes communautés qui y vivent. Cependant, depuis un certain temps, la complexité des dynamiques conflictuelles, l'émergence de nouveaux acteurs et les enjeux liés aux conflits révèlent les limites des mécanismes formels et non formels de gestion des conflits. Pour comprendre cette situation, cette étude propose d'identifier les séries de griefs qui, non contrôlés, pouvant rendre le système de gouvernance beaucoup plus fragile, et d'autre part expliquer les facteurs de résilience de la population face aux conflits qui s'intensifient dans la zone. Ces objectifs sont sous tendus par deux questions de recherche : Quels sont les facteurs majeurs qui ont contribué à la résilience et à la fragilité de la gouvernance à Bourem ? Quelles sont les réponses apportées jusqu'ici par la même population ? La boussole permettant d'orienter ce travail se résume autour de deux hypothèses suivantes : la première fait référence à la participation civique, la livraison des services publics, la gestion Fiscale, la gestion administrative et le leadership qui sont les facteurs les plus contribuant à la résilience de cette commune. Cependant, la deuxième hypothèse fait référence à la justice, la règle de droit, l'environnement sécuritaire, les fondements économiques qui sont les facteurs qui contribuent beaucoup plus à fragiliser le système de gouvernance local de la commune de Bourem.

1.1. Brève présentation de la commune de Bourem

Selon Loi N°99-035 du 10 août 1999 portant création des collectivités territoriales de cercles et de régions, le cercle de Bourem est une collectivité territoriale du Mali dans la région de Gao, composé de cinq (5) communes : Bamba, Bourem, Taboye, Tarkint et Téméra

Bourem Foghas, chef-lieu de la commune tire son nom d'une part de la déformation du mot Tamasheq « In Boragan » qui signifie le milieu des dattiers sauvages et d'autre part du mot « *Foghas* » qui n'est autre que le surnom d'un des premiers chefs de village Amadou Ajinafou dont les frères Ali et Sidi Amar ont fondé le village de Bourem qui a porté leur nom sous la colonisation. Il devient le chef-lieu de la subdivision de Bamba transférée le 12 avril 1924. À la création du cercle en 1961, il devient le chef-lieu du cercle, c'est aussi autour de cette localité que s'est formée la commune urbaine de Bourem. Selon un archive de l'AFP 2013, lors du conflit au Mali en 2012, la ville tombe sous le contrôle des mouvements radicaux islamistes Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest et Ansar Dine. Après l'opération Serval engagée par l'armée française à partir du 11 janvier 2013, l'ensemble de la boucle du Niger est libérée au début du mois de février. Le 17 février 2013, des troupes françaises, nigériennes, et maliennes prennent position à Bourem pour sécuriser la zone et réduire les poches de résistance des groupes islamistes dispersés dans la région. La seule religion pratiquée dans le cercle de Bourem est l'islam. Dans chaque village il y a au moins une mosquée. Seuls quelques étrangers fonctionnaires affectés pour travailler dans les services étatiques y pratiquent le christianisme.

L'économie de la ville est en partie basée sur l'artisanat pratiqué par les femmes qui confectionnent des nattes, des éventails et les forgerons qui fabriquent les couteaux, les sabres, les selles de monture de chameaux et de chevaux. Les échanges commerciaux portent en majeure partie sur les ventes et les achats de bétail, du sucre, du thé, des céréales, des dattes, des vêtements, du poisson, et de l'*azalai*¹.

2. La revue de la littérature

2.1. Les griefs générateurs de conflits dans le système de gouvernance

L'analyse des conflits dans le cercle de Bourem met en lumière quatre séries de griefs qui, non contrôlés, pourront rendre le système de gouvernance beaucoup plus fragile.

2.1.1. Accès aux points d'eau. Les pluies sont irrégulièrement réparties dans le temps. La pluviométrie moyenne annuelle dépasse rarement 150mm/an. Pendant la période des pluies, on assiste à des vents violents formant des nuages opaques de sable qui réduisent la visibilité. Plus de 95% des pluies tombent entre les mois d'août et octobre. Il ressort des statistiques que la pluviométrie très faible, est en décroissance depuis les grandes sécheresses des années 1972 et 1984 au Mali. Cela justifie le caractère aléatoire des cultures

¹ L'*azalai* (système caravanier de transport du sel gemme en provenance de *Taoudénit*).

pluviales. Les Eaux de surface de la commune de Bourem est traversée par le fleuve Niger. Il faut noter la présence des mares semi-permanentes qui se localisent dans la zone pastorale. A celles-ci s'ajoutent des oueds (*In Elegué et Essalaoua*) dans le Haoussa et Agora dans le Gourma. Le fleuve Niger étant la principale source d'irrigation des champs et des jardins maraîchers constitue également un grand réservoir d'eau de boisson aussi bien, pour les hommes que les animaux. Les eaux souterraines sont alimentées par les pluies, les eaux de condensation, et le fleuve. Le captage des eaux souterraines se fait grâce aux forages, puits traditionnels. Les puits et forages sont publics et privés.

2.1.2. Destruction des espaces de fonio sauvage par les animaux. Le cercle de Bourem est déjà cité parmi les zones les plus frappées par les aléas climatiques d'une part mais aussi l'insécurité résiduelle. De nos jours, le contexte de cette commune est caractérisé par une situation d'instabilité qui sévit pratiquement dans toutes leurs communes. Ce qui fait qu'aujourd'hui les espaces sont presque détruits par les animaux. Le secteur de l'élevage joue un rôle de premier plan dans la survie des populations. Il est pratiqué particulièrement dans le Gourma, l'élevage porte sur les bovins, ovins, camélins et asins. De façon générale, la faune est en régression inquiétante à cause de la précarité du climat et de la mauvaise exploitation de son potentiel.

2.1.3. Appartenance politique. Bourem est l'un des premiers cercles de la République du Mali, elle est essentiellement occupée par les sonrais, ensuite vient d'autres ethnies comme les (*bellah* et les *tamasheks*). Les problèmes liés à la politique deviennent très récurrents dans la commune, surtout lors des dernières élections communales. Après ces élections, une grande adversité s'est installée entre les leaders. La société est organisée traditionnellement en groupes d'âges, et de l'existence des associations des jeunes (Action - jeune- Bourem), des femmes, des coopératives. L'économie de la ville est en partie basée sur l'artisanat pratiqué par les femmes qui confectionnent des nattes, des éventails et les forgerons qui fabriquent les couteaux, les sabres, les selles de monture de chameaux et de chevaux, car le tourisme apporte aussi une valeur ajoutée aux habitants.

2.1.4. Attaques des bandits armés. La population de Bourem comme les autres communes du Nord, se trouve aujourd'hui sous une grande menace des bandits armés, des milices auto-défenses qui font leurs lois parce que l'Etat est absent. Les populations décrient aussi qu'ils ne sont pas impliqués dans les questions de sécurité. Compte tenu de la précarité des vivres, ces bandits profitent de cette situation pour créer le chaos afin de trouver de quoi vivre. Plusieurs groupes armés opèrent dans le cercle en général mais, les plus connus dans la zone sont les groupes proches de la plateforme notamment le *GATIA*, le *Ganda Izo* et les *Gandakoy* qui restent les plus influents. Tout de même, en, dehors de la plateforme qui est un groupe signataire de l'accord de Paix, d'autres groupes affiliés à Al-Qaïda sèment la terreur à travers des actes isolés visant les populations civiles.

3. Méthodologie

3.1. Description de l'outil FRAME (Fragility-Resilience Assesment Methodology)

FRAME dénommé (Fragility-Resilience Assesment Methodology) est un outil d'évaluation pour analyser la résilience d'un système de gouvernance locale. L'évaluation met en lumière les points forts et les aspects de résilience ainsi que les vulnérabilités, et les domaines qui peuvent être renforcés. C'est un outil d'analyse qui permet aussi de concevoir des stratégies pour mieux mener des activités qui répondent aux besoins de la communauté, et de renforcer l'inclusivité, la cohésion sociale de la communauté pour la rendre plus résiliente.

Sa technique est basée sur le focus groupe. Au cours de nos enquêtes 5 groupes de discussion d'identité Unique de six (6) à dix (10) personnes : (groupe d'hommes, groupe de femmes, groupe de jeunes hommes, groupe de jeunes femmes, groupe des élus).

Le questionnaire est administré aux groupes de discussions par un binôme: Un animateur et un énumérateur. Il comporte huit (8) dimensions suivantes : (le leadership, la gestion administrative, la gestion fiscale, la livraison des services publics, la participation civique, l'environnement sécuritaire, la justice et la règle de droit et les fondements économiques). En plus des dimensions, il y a aussi sept (7) facteurs qui sont : inclusion, décentralisation, cohésion sociale, performance, infrastructure civique, confiance, légitimité du système

3.2. Animation et collecte des données

Au cours de l'animation, l'énumérateur affecte un score à une réponse de consensus de 1 à 4 issu des discussions en bonne intelligence avec l'animateur.

L'échelle d'annotation est appelée l'échelle de Likert qui va de 1 à 4

1 pour fragile, 2 pour plutôt fragile, 3 pour plutôt résilient, 4 pour résilient

Fragile	Plutot Fragile	Plutot Resilient	Resilient
1	2	3	4

4. Résultats et Discussion

L'analyse des données collectées à travers FRAME, met en exergue des facteurs majeurs qui peuvent à la fois fragiliser ou renforcer le système de gouvernance dans le cercle de Bourem.

La participation civique, la livraison des services publics, la gestion Fiscale, la gestion administrative et le leadership sont les facteurs les plus contribuant à la résilience de cette commune. En revanche, la justice et la règle de droit, l’environnement sécuritaire, les fondements économiques sont les facteurs qui contribuent à fragiliser le système de gouvernance local de la commune de Bourem. Dans cette commune les jeunes et les femmes sont beaucoup plus marginalisés. Le déficit de communication contribue énormément à leur manque d’engagement pour le développement de la commune. Donc cela a créé un climat de manque de cohésion sociale et de confiance entre élus communaux et la population, c’est pourquoi, ils pensent que leur contribution n’est pas prise en compte, quant au développement de la commune. L’influence des politiciens pour le choix des leaders a aussi beaucoup contribué à diviser la population de ce cercle. Donc un cadre d’entente et de dialogue devient impérieux pour une gestion harmonieuse et concertée de la commune.

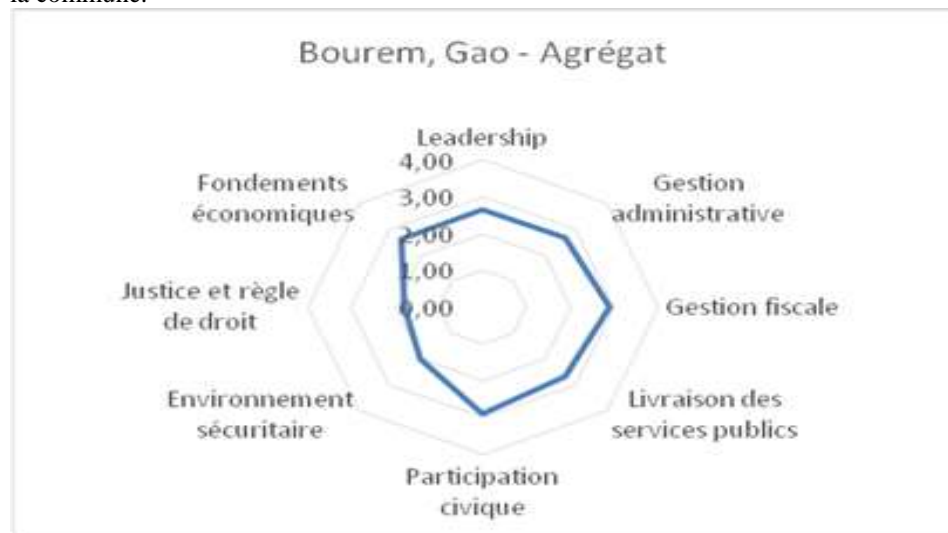


Figure 1 Facteurs contribuant plus à la résilience du cercle de Bourem

Les échanges commerciaux portent en majeure partie sur les ventes et les achats de bétail, du sucre, du thé, des céréales, des dattes, des vêtements, du poisson. L'économie de la ville est en partie basée sur l'artisanat pratiqué par les femmes. Mais, depuis le conflit au Mali en 2012, la commune tombe sous le contrôle des mouvements radicaux islamistes. Les populations, les femmes, et les jeunes, hommes comme femmes, ont été victimes d'actes de violence et d'abus ayant souvent provoqué des pertes en vies humaines et des déplacements massifs vers d'autres grandes villes. Pour de nombreux enquêtés, outre les cas de violence et d'abus, cette crise a engendré la perte de moyens de subsistance, pillage des biens et une insécurité grandissante dans leur ville. En conséquence ces tensions ont détérioré le vivre-ensemble entre les différentes communautés qui ont vécu ensemble pendant longtemps. L'environnement sécuritaire est obsolète à telle enseigne que la population a plus confiance aux milices d'auto défense que les FDS (les forces de défense et de sécurité). La méfiance s'est installée entre les communautés à cause des questions politiques. Les braquages sur les tronçons ont rendu les activités économiques très faibles. Par exemple (la figure1) montre combien, la participation civique, la livraison des services publics, la gestion fiscale et le leadership et la gestion administrative ont contribué de plus à la résilience, tandis que (la figure2) illustre la comparaison des groupes qui sont les plus vulnérables. Les analyses nous montrent que les jeunes femmes, des femmes adultes et les jeunes sont plus vulnérables par rapport à la (dimension 7) la justice et la règle de droit, et à (la dimension 2) qui est l'environnement sécuritaire.

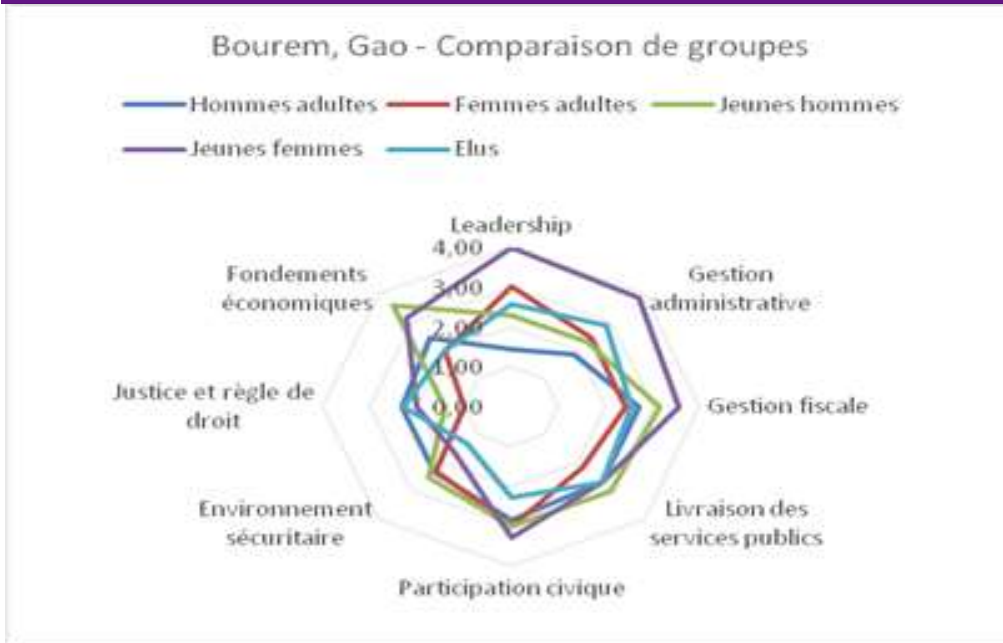


Figure 2 illustre la comparaison des groupes les plus vulnérables aux conflits

(La figure 3) illustre le lien étroit entre le conflit et la gouvernance. Un examen approfondi des facteurs de chacune des dimensions du système de gouvernance pouvant fragiliser ou renforcer le développement local de cette commune a été élaboré. La performance est le premier facteur le plus fragilisant, à cela s'ajoutent la confiance et la légitimité du système et la participation civique.

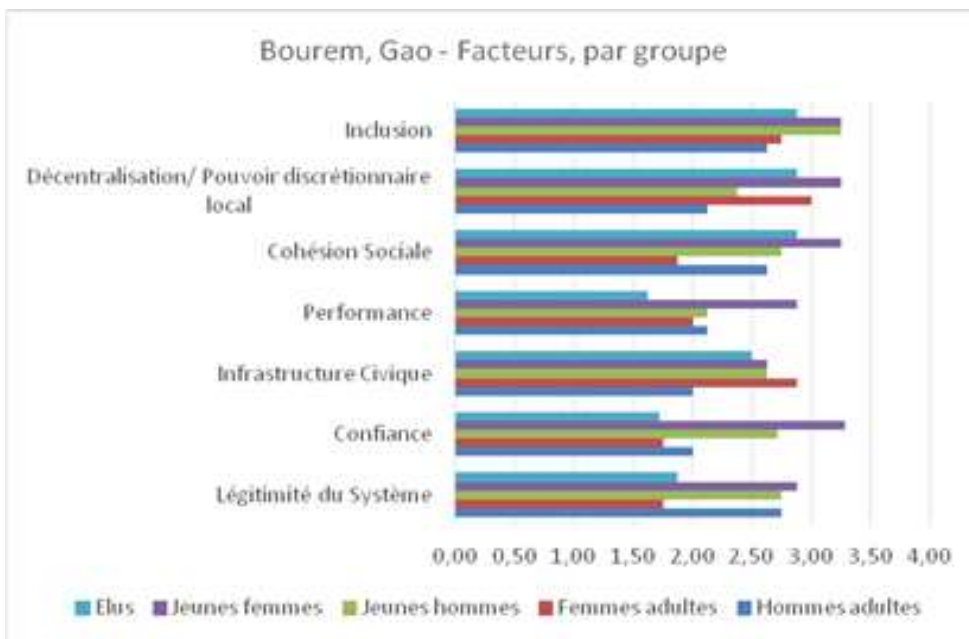


Figure 3 illustre le lien étroit entre le conflit et la gouvernance

Un examen des réponses des enquêtés identifie les facteurs selon le groupe cible. Par exemple, si la dimension participation civique implique la participation des élus pour le développement de la ville, les jeunes estiment que les autorités communales ne défendent pas les intérêts de la ville, ils se livrent à des rivalités qui ne font pas avancer la commune. L'exemple frappant est les dernières élections communales. Il y a eu un vainqueur, mais après beaucoup de contestations. Cette fragilité de la performance et la légitimité du système, chez les jeunes filles et les femmes adultes se traduit par l'insuffisance des cadres de concertations étroite et régulière, des rencontres planifiées entre les élus et les autres membres du système de la gouvernance local.

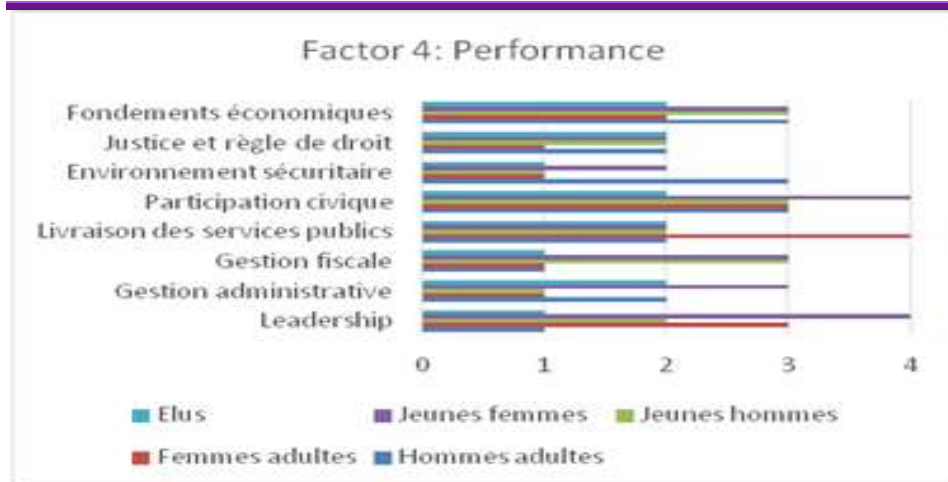


Figure 4 représente le premier facteur susceptible de conduire la gouvernance

4.1. La performance. (La figure 4) représente le premier facteur le plus susceptible de conduire la gouvernance de Bourem à la résilience. Ce facteur contribue à la fragilité de cinq (5) dimensions de la gouvernance sur un total de huit (8), sauf le leadership, la gestion administrative et les fondements économiques pour les femmes et de toutes les dimensions pour les jeunes femmes. La plupart des citoyens ne font pas confiance aux leaders, car estimant que ces leaders favorisent toujours un groupe au détriment d'un autre, les citoyens acceptent eux-mêmes de choisir leurs représentants, mais des fois imposés. (dimension 1). Les services octroyés par l'administration est fortement décrié, certains estiment que cette administration n'est pas transparente dans la gestion des affaires (dimension 3). La prestation des services n'est pas conforme à l'attente et aux besoins des populations (dimension 4). Les citoyens ne participent pas à la budgetisation car ne sont pas informés. Selon elle, seuls les élus participent à cette budgetisation (dimension 7). Les populations se sentent toujours menacées dans leur commune, des meurtres, des attaques, des vols à mains armées, des braquages sur les routes. La population ne fait confiance à la police car estimant que dans leur travail beaucoup sont corrompus (dimension 6). La justice favorise toujours les personnes aisées, les décisions de justice sont contestées car estimant que les décideurs favorisent toujours un groupe ethnique par rapport aux autres (dimension 7). L'examen des données des FAC à faciliter l'analyse et la compréhension de la méfiance, la confusion et la dégradation de la cohésion sociale.

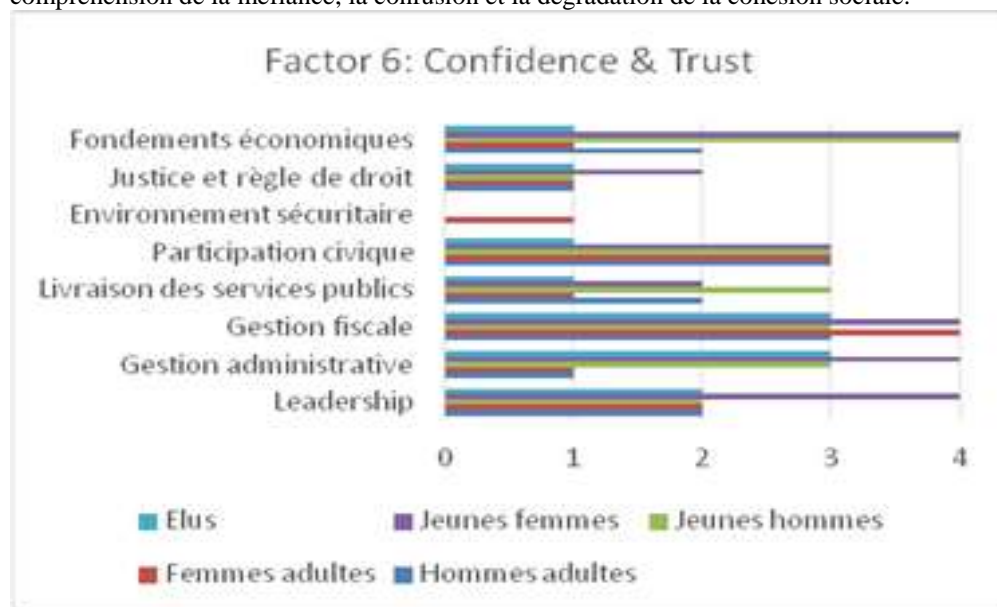


Figure 5 représente le second facteur le plus susceptible de conduire la gouvernance

4.2. La confiance reste le second facteur le plus susceptible de conduire la gouvernance de Bourem à la résilience. Ce facteur contribue à la fragilité de quatre (4) dimensions de la gouvernance sur un total de huit (8), sauf le leadership et la participation civique, pour les femmes, et de toutes les dimensions pour les jeunes hommes et les jeunes femmes. Les citoyens n'ont pas accès aux marchés. Les autorités locales contrôlent la planification et les activités de développement, les moyens de subsistance et les

marchés sont monopolisés par des minorités, les acteurs économiques (entreprises, commerce et autres leaders) n'inspirent pas la confiance des populations, car les considérant comme des corrompus (dimension 8). Par ailleurs, le groupe de femmes adultes estime que le leadership est exclusif. Les leaders ne tiennent pas leur promesse une fois à la commande, ils oublient les promesses tenues. Les femmes ne sont pas trop intéressées par les questions de leadership, car selon elles la bonne entente nous permet de prendre des gens qui répondent à nos préoccupations. (dimension 1). Cependant, expérimentalement, la leçon qu'on peut retenir dans cette partie est la dimension de l'environnement sécuritaire qui est sérieusement fragile, cela s'explique par sa situation géographique, et en plus de cela, on remarque aussi (la dimension 7) La justice et la règle de droit est moins accessible, les juges sont corrompus dans les décisions de justice, on favorise un groupe au détriment d'un autre et sont influencés par les politiques.

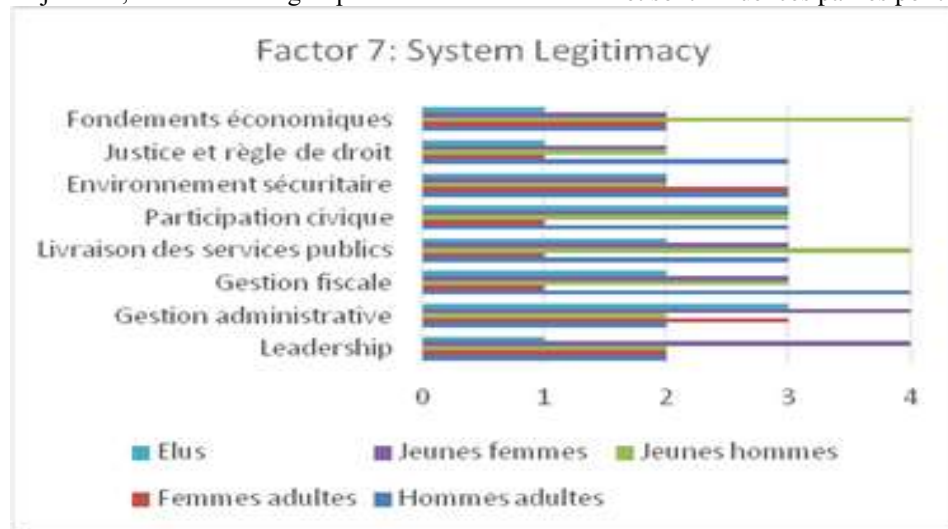


Figure 6 représente le troisième facteur le plus susceptible de conduire la gouvernance

4.3. La légitimité du système. (La figure 6) illustre le troisième facteur le plus susceptible de conduire la gouvernance de Bourem à la résilience. Ce facteur contribue à la fragilité des six (6) dimensions de la gouvernance sur un total de huit (8), cela s'explique du fait des conflits intercommunautaires et les problèmes des relations sociales entre les populations. Les décisions de justice sont rendues aux plus offrant (argent, bétail), (dimension 7). L'administration de la commune n'est pas assez crédible aux yeux de la population. Il faut noter que la prestation de service et la participation civique sont plus ou moins résilientes pour les femmes adultes, et de quatre (4) autres dimensions pour les jeunes hommes, exceptées celles concernant, la gestion fiscale, la participation des citoyens et l'environnement sécuritaire et le leadership. Les jeunes femmes et les jeunes hommes sont exclues des instances de prise de décisions et de répartition des ressources (dimension 1). Il existe peu d'instances locales permettant l'appropriation de la gestion concertée des affaires communales par les élus, les citoyens et les membres de la société civile (dimension 4). Cité parmi les zones les plus frappées par les aléas climatiques d'une part mais aussi l'insécurité résiduelle, aujourd'hui, une situation d'instabilité sévit pratiquement dans toute la commune. Les forces de sécurité ne sont pas très mobiles quand elles sont appelées en cas d'attaque des bandits armés (dimension 6). À l'exception des jeunes femmes et des femmes, tous les autres groupes identitaires perçoivent actuellement leur participation à la décentralisation et, que les pratiques actuelles leur donnent la possibilité d'accéder aux ressources et la prise des décisions (dimension 5).

Ce tableau récapitulatif ci-dessous des griefs, montre une interdépendance entre les facteurs et les dimensions concernées du système de gouvernance dans la commune de Bourem. Aussi, il met en lumière les acteurs porteurs de conflit suivant les griefs.

Tableau 1. Résumé des résultats de l'analyse sectorielle du cercle de Bourem

Griefs	FRAME® Facteurs	FRAME® Dimensions	Acteurs
Accès aux points d'eau.	inclusion performance confiance	Justice et règles de Droit	Les éleveurs Les agriculteurs Les pêcheurs Les services techniques étatiques Les leaders communautaires, Les opérateurs économiques
Destruction des espaces de fonio sauvage par les animaux	confiance inclusion performance	Environnement sécuritaire	Les éleveurs Les agriculteurs État central

			Groupes d'autodéfense, milices Les autorités intérimaires Les leaders communautaires Agro-éleveurs
Appartenance politique	confiance Légitimité	Fondements Economiques	Les autorités intérimaires Les leaders communautaires Sonrais, arabes, tamashek, bellah. Les politiciens. Les jeunes, les femmes, les élus
Attaques des bandits armés	Inclusion performance	Livraison des services publics	Groupes d'autodéfense, milices Sonrais, arabes, tamashek, bellah Les trafiquants Les leaders communautaires FDS.

Cette analyse met en lumière l'interconnexion entre les facteurs de conflit et les fonctionnalités du système de gouvernance. Dans cette perspective la résilience perpétuelle de la population est focalisée sur, la politique locale et l'appui des leaders communautaires influencent fortement la gouvernance des groupes djihadistes dans cette partie du Nord. Pour Natasja Rupesinghe, et Mikael Hiberg Naghizadeh (2021) «L'exploitation des divisions et des griefs sociaux peuvent permettre à un groupe d'imposer de nouveaux systèmes sans compter uniquement sur la violence. Les relations sociales existantes du groupe avec les habitants, telles que les affinités ethniques, les liens claniques ou tribaux, influencent ce qu'ils peuvent faire. Les acteurs locaux peuvent également monter une résistance collective organisée qui remet en cause les projets de gouvernance djihadiste » L'état des lieux dans le domaine de la sécurité au Mali, considéré dans son sens holistique, révèle des lacunes énormes, des dysfonctionnements abyssaux, des déficits considérables qui sont fortement préjudiciables à la vie de la nation. Selon MOULAYE Zeïni, et Niakaté Mahamadou (2011, p 25) « Le pays est, en effet, surexposé à une foule de risques, menaces, vulnérabilités et fragilités qui impactent considérablement le présent et l'avenir politique, économique, social, culturel et confessionnel ». Ces phénomènes, qui n'épargnent ni les institutions étatiques ni les populations, constituent autant de défis sécuritaires à relever. Certains sont exclusivement endogènes, d'autres exogènes. La vulnérabilité liée au manque de cadre institutionnel de concertation et d'harmonisation des actions des services de sécurité et des forces armées.

4.4. La fragilité de la gouvernance

La fragilité de la gouvernance est caractérisée par l'absence de vision globale de construction du pays, de planification harmonieuse, de suivi rigoureux et de perspectives séduisantes pour les populations, la jeunesse et les femmes en particulier. En effet, associant ces différentes couches sociales, on peut renforcer les capacités de la gouvernance « Avec l'appui des leaders communautaires, des actions de sensibilisation et de conscientisation à grande échelle pourraient être menées, pour faire rejeter la violence comme arme de conquête ou de conservation du pouvoir, de changement politique ou de positionnement social »². Lorsque les communautés auront compris la réalité, et auront été responsabilisées, elles se batront elles-mêmes contre l'insécurité et la criminalité organisée dans le cadre d'une gouvernance partagée de la sécurité. Ce serait alors le combat le plus décisif, celui qui triomphera et qui assurera les meilleures conditions d'une sécurité durable pour tous. On doit souligner également que le Mali a longtemps souffert, et souffre encore, « d'une mauvaise gouvernance dominée notamment par des politiques parfois contre-productives et une bureaucratie corrompue et peu performante, des dirigeants souvent peu soucieux de l'intérêt national et de la bonne gouvernance »³ une pléthore de carriéristes dans la fonction publique et une prolifération d'affairistes, attirés par l'appât du gain facile et rapide, autour du pouvoir, le prenant parfois en otage, la baisse vertigineuse du niveau d'instruction, d'éducation et de vie, un appauvrissement structurel de l'État, une paupérisation des populations, etc.

Ces facteurs, qui sont autant de défis à relever, ont d'énormes retombées sur les sphères politiques, économiques, sociales, culturelles et écologiques du pays.

D'autres défis relèvent de fragilités, autrement dit un état de faiblesse physique ou morale qui n'offre aucune garantie de durée, aucune assurance, une situation essentiellement révoicable. Ces fragilités sont elles aussi influencées par des facteurs politiques,

² COLLECTIF, *Instabilité institutionnelle et sécurité humaine*, Dakar, Editions Gorée Institute, 2012, 362 p.

³ Société civile et gouvernance de la sécurité, Bamako, Coopération technique belge, 2007, page 14.

économiques, sociaux, culturels, l'absence de conditions de sécurité et de jouissance de la plénitude des droits humains fondamentaux, la faible capacité de l'État à assumer pleinement ses responsabilités.

Dans les enquêtes FRAME menées par un groupe de chercheurs de l'ULSHB (Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako) en 2019, « il ressort que les formes de conflits soulevés trouvent leur origine dans la gouvernance locale. Ces formes se ramènent à des conflits de règlement de compte liés au manque de justice et règles de droit; des conflits liés à l'environnement sécuritaire ». Cependant d'autres estiment qu'en plus de l'absence de l'Etat qui a entraîné la population à devenir plus résiliente peut escamoter même sa légitimité. (Baudais 2015). « Toutefois, les problèmes liés à la gouvernance, à l'utilité citoyenne de l'État, et à la représentativité de ses institutions ne sont pas limités à un manque de capacités, mais aux fondements mêmes de la légitimité du pouvoir étatique » (Bagayoko 1999).

La gouvernance locale, cadre privilégié de résolution de ces conflits, est fragilisée par un environnement sécuritaire préoccupant. Les autorités et services techniques contribuent par leurs comportements et les actes posés à perdre la confiance des populations.

5. Conclusion

Comme on peut le constater, les défis sécuritaires sont nombreux et variés au Mali. Même s'ils peuvent être nuancés et leur impact relativisé, ils constituent des handicaps certains pour le développement du pays. Dans cet article, plusieurs facteurs ont démontré la fragilité de la gouvernance et certains ont démontré que certains facteurs contribuent à la résilience des populations du cercle de Bourem. Malgré les comportements résilients des populations, les fragilités et les déficits de gouvernance demeurent. Ils ont des effets parfois dévastateurs sur la vie politique, économique, sociale, culturelle et confessionnelle ainsi que sur la crédibilité intérieure et extérieure du pays. L'Etat doit redoubler beaucoup d'efforts à l'endroit des populations, assurer leur sécurité, et créer des situations pour renforcer la paix et la cohésion sociale. Il doit enfin lutter de façon efficace contre les groupes armés qui sévissent dans la zone de Bourem pour les empêcher de répandre des idées islamistes. Le cas de Bourem est singleton par rapport aux autres communes du Mali. Ceci peut permettre à d'autres recherches d'explorer ces communes qui sont dans le centre du Mali qui ont des sérieux problèmes de gouvernance dus à l'absentéisme de l'Etat face à la résilience des populations.

Références bibliographiques

- 1) Bagayoko, S. 1999. Le cheminement du Mali vers un espace politique pluriel. Bamako: Centre Djoliba. 115 Pages.
- 2) Baudais, V. 2015. Les trajectoires de l'État au Mali. Paris: L'Harmattan. 295 Pages
- 3) COLLECTIF, *Instabilité institutionnelle et sécurité humaine*, Dakar, Editions Gorée Institute, 2012, 362 pages.
- 4) MOULAYE Zeïni, NIAKATE Mahamadou, *Gouvernance partagée de la sécurité : expérience malienne*, Abuja, Friedrich Ebert Stiftung, décembre 2011, 25 pages.
- 5) Natasja Rupesinghe, et Mikael Hibergh Naghizadeh « Le Sahel : comment les djihadistes gouvernent de différentes manières » Université d'Oxford, Institut norvégien des affaires internationales. theafricareport.com 16 Septembre 2021 <https://malijet.com>. (Consulté le 10/06/2021).

Archives

- 1) « Résultats provisoires du Recensement général de la population et de l'habitat 2009 », sur *Institut national de la statistique (Mali)*, 2010 (consulté le 18 mars 2021)
- 2) Ministère de l'Administration territoriale et des collectivités locales : Loi N°99-035 du 10 août 1999 portant création des collectivités territoriales de cercles et de régions
- 3) Mali: des soldats français à Bourem [archive] dépêche AFP du 17 février 2013.
- 4) Société civile et gouvernance de la sécurité, Bamako, Coopération technique belge, 2007, page 14.

Rapports de recherches

- 1) Société civile et gouvernance de la sécurité, Bamako, Coopération technique belge, 2007,
- 2) ULSHB (2019), Réalisation de l'analyse FRAME dans les 46 communes partenaires de Projet de Consolidation de la Paix au Mali : Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Menaka et Taoudénit.
- 3) Formation des formateurs des éléments de l'outil FRAME (Avril 2019) à L'ULSHB
- 4) « FRAME French Mali PSR - CLEAN on A4_20181119.pdf ».

Webographie

- 1) <https://malijet.com>. Comment les djihadistes gouvernent de différentes manières (Consulté le 10/06/2021)
- 2) <https://fr.wikipedia.org/wiki/Mali> consulté le 22/09/2021.